

# **SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE LA BARGUELONNE ET DU LENDOU**

## **STATUTS**

### **Article 1 – Dénomination**

En application de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est constitué un syndicat mixte qui prend la dénomination « Syndicat mixte du bassin de la Barguelonne et du Lendou ».

### **Article 2 – Périmètre du syndicat**

Le syndicat est composé des collectivités publiques listées ci dessous, pour la partie de leur territoire comprise dans le bassin versant des Barguelonne et Lendou.

- La communauté de communes des deux Rives
- La communauté de communes Pays de Serres en Quercy
- La communauté de communes Terres des Confluences
- La communauté de communes du Quercy Blanc

Un plan précisant le contour du bassin versant est joint en annexe.

### **Article 3 – Objet du syndicat**

Le syndicat a pour objet, sur le bassin versant des Barguelonne et du Lendou, la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Les compétences seront exercées selon une stratégie portée par le syndicat mixte qui priorise les actions, les travaux et les secteurs géographiques d'intervention concernés et présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, récapitulée dans des documents de planification tels que le programme pluriannuel de gestion des cours d'eau.

### **Article 4 – Champ d'action du syndicat**

Le syndicat intervient dans les limites du périmètre de ses membres et pour les parties de leur territoire comprises dans le bassin versant des Barguelonne et du Lendou.

### **Article 5 – Durée**

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Vu, pour être annexé  
à la délibération du  
Conseil Communautaire  
en date du.....14/11/18  
A Castelsarrasin, le.....16/11/18  
Le Président



**Article 6 – Siège du syndicat**

Le siège du syndicat mixte est fixé à la mairie de Castelsagrat.

Les réunions du syndicat mixte se tiennent au siège du syndicat ou dans tout autre lieu situé sur le territoire des collectivités membres.

**Article 7 – Administration du syndicat**

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical composé de 14 délégués titulaires:

Membres	nombre de représentants
communauté de communes des deux Rives	3
communauté de communes Pays de Serres en Quercy	3
communauté de communes Terres des Confluences	2
communauté de communes du Quercy Blanc	4
TOTAL	12

Chaque collectivité membre désigne également des délégués suppléants (en nombre équivalent) appelés à siéger au comité syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires. Le nombre de délégués par collectivité est calculé d'après la clé de répartition des charges détaillée dans le règlement intérieur et qui attribue 1 élu tous les 10 %.

**Article 8 – Constitution du bureau**

Le comité élit parmi ses membres son bureau . La composition du bureau est fixée dans le règlement intérieur.

**Article 9 – Dépenses**

Le syndicat pourvoira sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à son fonctionnement et à la réalisation de son objet.

**Article 10 – Recettes**

Les recettes comprendront :

- Les participations des communautés de communes  
Ces participations seront votées annuellement par le comité syndical à partir des indicateurs suivants:  
Indicateur 1 : superficie de la collectivité comprise dans le bassin versant pour 1/3.  
Indicateur 2 : population de la collectivité comprise dans le bassin versant pour 2/3.  
(cf. règlement intérieur)
- Les subventions de l'Europe, de l'Etat, de la Région, du Département et autres collectivités ou établissements publics
- Le produit des redevances et contributions aux services assurés
- Le produit des emprunts
- Les dons et legs



**Article 11- Convention avec les collectivités extérieures au syndicat mixte**

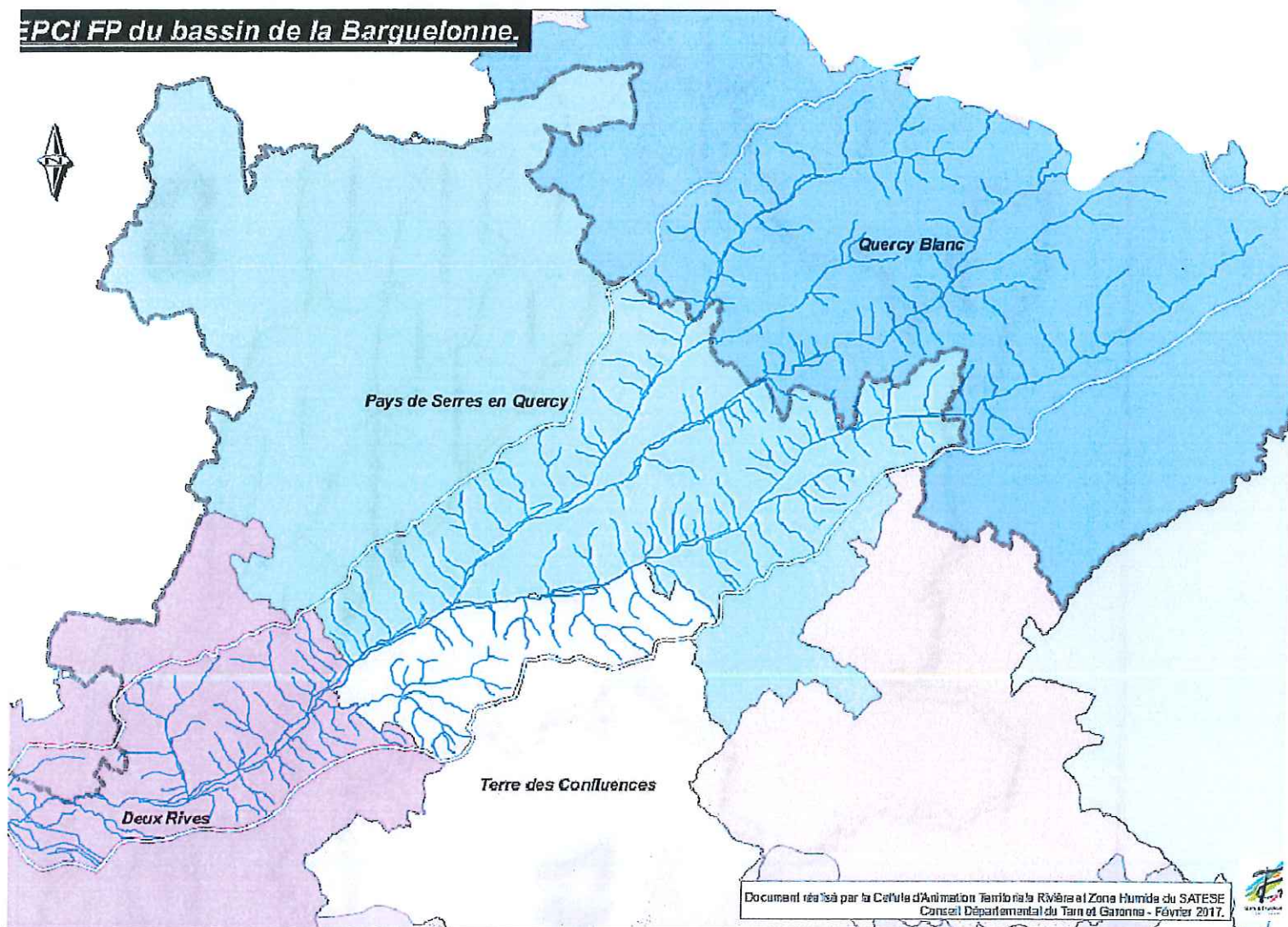
Par convention et dans les domaines suivants :

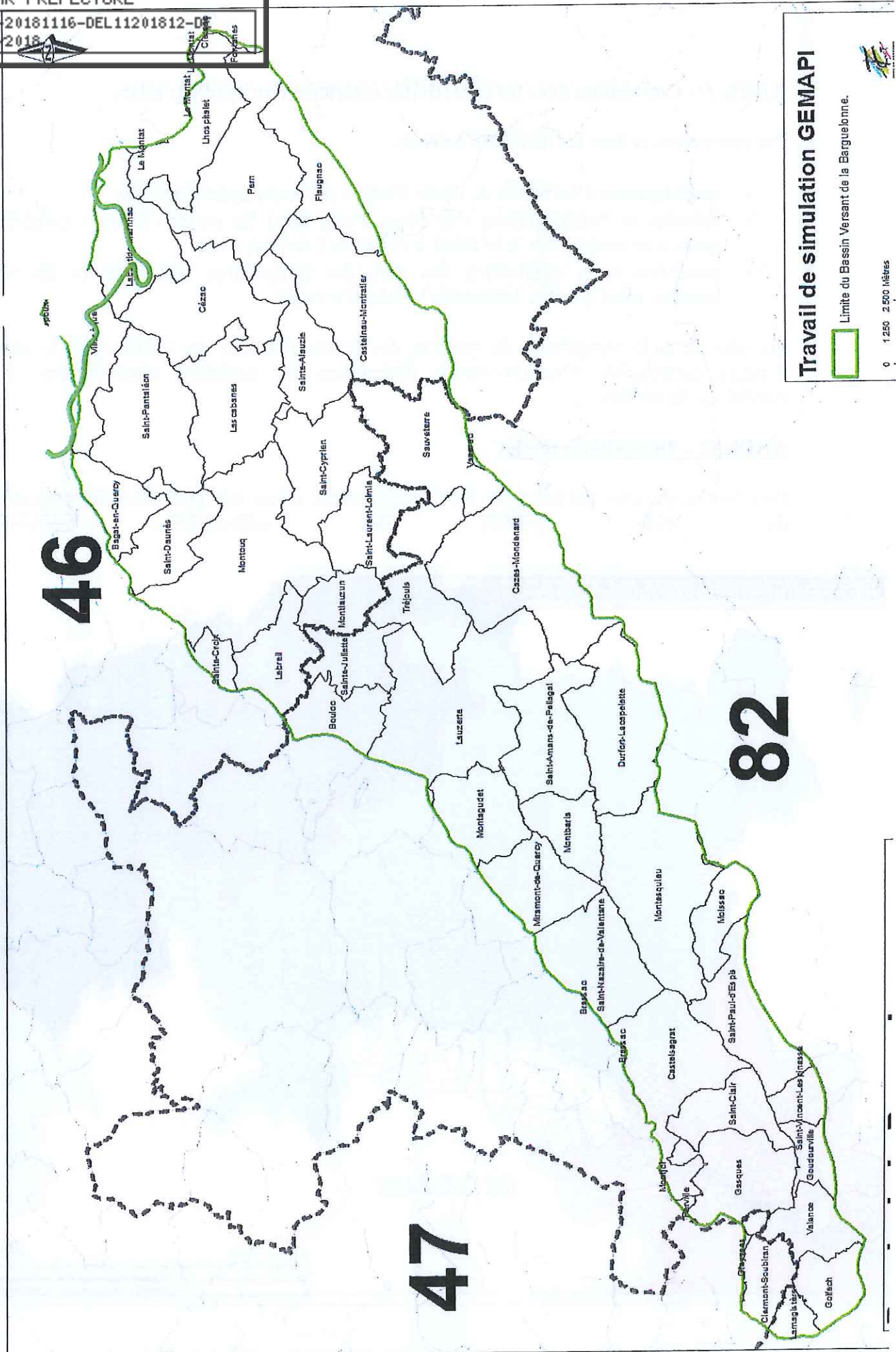
- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

qui relèvent de la compétence du syndicat, des actions pourront être menées pour le compte d'autres collectivités. Une convention déterminera les modalités d'intervention et les conditions financières.

**Article 12 – Dispositions finales**

Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, il sera fait application des dispositions du code général des collectivités territoriales.

**EPCI FP du bassin de la Barguelonne.**



## Travail de simulation GEMAPI

Limite du Bassin Versant de la Barguelonne.

[illegible]



**DELIBERATION DU CONSEIL SYNDICAL****SEANCE DU 11 OCTOBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit, le onze octobre à 9h, le Conseil Syndical dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Madame Francine FILLATRE, Présidente.

**Etaient Présents** : DEJEAN Francis, DENIS Dominique, FEAU Annie, FILLATRE Francine, LABORIE Marc, SAZY Christian, VIDAL Josian formant la majorité des membres en exercice.

Absent excusé : LAMARINIE Jean-Paul,

Monsieur LABORIE Marc a été désigné comme secrétaire de séance

*Assistait également à la réunion :*

Monsieur Julien CACHARD – Communauté de Communes des deux Rives

Le comité syndical,

Vu l'article L5214-16 du CGCT qui rend les communautés de communes obligatoirement compétente pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5711-1, L.5211-17, L. 5211-18, L.5211-20 et L.5214-27.

Vu l'article L217-7 du code de l'environnement

Vu la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM), modifiée par la loi de Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015, qui attribue aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) une compétence ciblée et obligatoire relative à la gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) à compter du 1er janvier 2018.

Vu la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour Garonne 2016 – 2021 arrêté le 1<sup>er</sup> décembre 2015 – orientation A - Disposition A1 « Organiser les compétences à l'échelle des bassins versants pour le grand cycle de l'eau »

**Considérant** les enjeux de la nouvelle organisation territoriale visant à organiser les compétences de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) à l'échelle des bassins versants pour le grand cycle de l'eau ;

**Considérant** qu'au préalable la maîtrise d'ouvrage sur le bassin versant de la Barguelonne et du Lendou était assurée par 4 collectivités : le Syndicat mixte du bassin de la Barguelonne et du Lendou (82) et les 3 communautés de communes du Lot : Quercy blanc, Grand Cahors et Vallée du Lot et Vignoble.



**Considérant** qu'une démarche de concertation est engagée depuis le 27 février 2017 entre tous les acteurs du bassin (syndicats de rivières et EPCI FP compétents), qu'elle s'est traduite par l'organisation de 7 comités de pilotage et la validation d'un projet d'extension du SML aux EPCI-FP du Lot.

**Considérant** que le projet de statuts (composition, objet, clé de représentativité, clé financière sauf le siège et la dénomination), le budget du futur syndicat mixte fermé interdépartemental, le recrutement d'un technicien de rivière ont été validés en COPIL, le SML et la Communauté de communes du Quercy blanc ont engagé une modification statutaire sur l'extension du périmètre du SML.

**Considérant** que les Communautés de communes du Grand Cahors et Vallée du Lot et Vignoble préfèrent pour l'heure seulement conclure une convention avec le Syndicat mixte pour la réalisation des travaux leur incombant, dans l'attente du résultat de l'étude de gouvernance dans laquelle elles se sont engagées,

**Considérant** les conclusions du COPIL du 19 septembre 2018.

La présidente propose que soit engagée la création d'un SMF interdépartemental, consistant en une procédure d'extension du périmètre du SML à la communauté de communes Quercy blanc dans le Lot pour l'exercice des compétences GEMA (ITEMS 1, 2, 8 du L 211-7 du code de l'environnement).

Après en avoir délibéré

Le comité syndical

- approuve l'extension du périmètre du SML,
- approuve le projet de modification des statuts annexés à la présente délibération.
- charge le président de l'exécution de la présente délibération et, notamment, de sa notification aux collectivités membres.

Fait et délibéré à Castelsagrat, le 15 octobre 2018

La présidente  
Francine FILLATRE  
SYNDICAT MIXTE  
DU BASSIN  
DE LA  
BARGUELONNE  
ET DU LENDOU

